

# MARIO DRAGHI : L'AVENIR DE LA COMPÉTITIVITÉ EUROPÉENNE

ARTICLE RÉDIGÉ PAR  
Inès DANELUZZO

Le 9 septembre 2024, **Mario Draghi** a présenté à la Commission européenne un **rapport fondamental** sur l'état de la compétitivité de l'Union européenne, faisant état d'une « impasse » et de la nécessité d'une action immédiate pour éviter que le continent ne soit dépassé par d'autres puissances mondiales telles que les États-Unis et la Chine. Le rapport, qui représente un véritable « défi existentiel » pour l'UE, aborde trois piliers cruciaux : **l'innovation, la décarbonation et la sécurité stratégique**. Mario Draghi a affirmé que sans une réponse coordonnée et opportune au niveau européen, le risque de déclin est réel.

## Innovation et compétitivité

Le premier point du rapport concerne la **stagnation de la productivité**. Mario Draghi note que l'Europe souffre d'une **fragmentation réglementaire** croissante qui entrave le développement des entreprises. Par exemple, de nombreuses start-ups technologiques, après avoir été fondées en Europe, déplacent leur siège social à l'étranger, notamment aux États-Unis, en raison de réglementations moins restrictives. Mario Draghi souligne donc que l'absence d'une stratégie commune en matière d'innovation technologique et de numérisation entrave la compétitivité du continent. Pour améliorer cette situation, il insiste sur la nécessité de réformes industrielles qui facilitent **l'innovation, la haute technologie et la formation des travailleurs**, tout en évitant de compromettre les droits et les salaires des employés.

Il souligne notamment l'importance d'accélérer le développement de technologies émergentes telles que **l'intelligence artificielle et la robotique**, domaines dans lesquels l'Europe est en retard par rapport aux États-Unis et à la Chine. Il a proposé la création d'un écosystème numérique européen plus cohérent, favorisant le développement et la croissance des start-ups grâce à des investissements ciblés, à une plus grande coopération entre les universités et les entreprises et à l'harmonisation des réglementations dans les pays de l'UE.

## Énergie et décarbonation

Deuxièmement, le rapport aborde la question de la **décarbonation** et de la **transition énergétique** : Mario Draghi souligne que si la transition vers des énergies propres est essentielle pour l'avenir de la planète, elle doit s'accompagner de **politiques économiques coordonnées** pour éviter un impact négatif sur les coûts de l'énergie en Europe. Actuellement, les entreprises européennes paient l'énergie beaucoup plus cher que leurs concurrents mondiaux. La solution proposée par Mario Draghi est un **plan commun** impliquant les secteurs de l'énergie et de la réduction des émissions. Sans action commune, a-t-il prévenu, la décarbonation pourrait même entraver la croissance économique du continent.

Mario Draghi propose une **réforme du marché européen de l'énergie**, en mettant l'accent sur les investissements dans les infrastructures d'énergie renouvelable et sur la création de réseaux intelligents transfrontaliers. Il a également insisté sur la nécessité de diversifier les sources d'approvisionnement en énergie, en réduisant la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et des pays extérieurs à l'UE, en particulier à la lumière des récentes crises géopolitiques qui ont mis en péril la sécurité énergétique de l'Europe.

## Défense et sécurité stratégique

Un autre thème crucial du rapport est la **sécurité stratégique de l'Europe**, notamment en ce qui concerne les dépendances à l'égard des **matières premières critiques** et de la **défense**. Mario Draghi souligne que l'UE est trop dépendante de fournisseurs extérieurs, tels que la Chine, pour les ressources nécessaires à la transition technologique. Selon lui, cette dépendance rend l'Europe vulnérable aux chocs géopolitiques et compromet son autonomie stratégique. Pour limiter ce risque, il propose une **stratégie européenne commune pour l'approvisionnement et le stockage des matières premières critiques**, en encourageant la création de chaînes d'approvisionnement industrielles internes à l'UE pour la production de composants clés tels que les semi-conducteurs et les batteries.

Dans le domaine de la défense, Mario Draghi souligne que, bien que l'Europe soit la deuxième puissance militaire mondiale, **l'industrie de la défense est excessivement fragmentée**. Cela réduit la capacité de l'UE à agir de manière cohérente en tant que véritable puissance mondiale. Il propose donc d'investir davantage dans la **standardisation et l'interopérabilité des équipements** de défense européens afin d'accroître l'efficacité et l'autosuffisance stratégique. La création d'un marché commun de la défense et le développement de capacités communes entre les États membres pourraient également rendre l'UE moins dépendante des États-Unis et plus apte à gérer les crises régionales de manière autonome.

## Collaboration entre les pays, infrastructures

Mario Draghi souligne également, dans son rapport, l'importance cruciale de la **collaboration entre les pays de l'UE** pour renforcer **l'intégration économique et industrielle**. Il exhorte les gouvernements européens à surmonter les divisions nationales et à promouvoir une **coopération plus étroite**, en particulier dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, la défense et l'innovation technologique. Il propose de renforcer les mécanismes de financement européens afin de soutenir les projets transfrontaliers dans des secteurs clés et de favoriser ainsi le développement de réseaux d'infrastructures communs, tant numériques que physiques.

L'amélioration des infrastructures de transport en Europe, qui est essentielle pour maintenir la compétitivité du continent à l'échelle mondiale, constitue un point central. Mario Draghi appelle à des investissements massifs dans les réseaux

ferroviaires et autoroutiers afin de faciliter le **commerce intra-européen**, de réduire les temps de transport et d'accroître l'efficacité logistique. Il suggère notamment de concentrer les investissements sur des projets reliant les principaux centres économiques de l'UE et d'accélérer l'achèvement du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) afin d'assurer une plus grande cohésion territoriale et d'améliorer les connexions entre les pays membres.

## **Financement et gouvernance**

Pour finir, Mario Draghi aborde dans le rapport la question du **financement des réformes**. Sa proposition inclut l'émission d'instruments de dette communs, comme cela a été fait avec le programme **Next Generation EU**. Cela permettrait de financer des investissements cruciaux sans peser sur les pays dont l'économie est plus faible. Toutefois, cette proposition s'est heurtée par le passé à la résistance de certains États membres plus prudents. Mario Draghi a également critiqué la lenteur du processus décisionnel de l'UE, suggérant de réduire le recours au vote à l'unanimité dans certains domaines et d'accélérer l'approbation des lois, qui prend en moyenne 19 mois. Il a proposé d'appliquer davantage le principe de subsidiarité, en déléguant plus de pouvoirs décisionnels aux États membres afin de rendre le système législatif plus flexible.

En résumé, le rapport de Mario Draghi présente la vision d'une **Europe plus intégrée**, plus résiliente et autonome, capable d'être compétitive au niveau mondial grâce à l'innovation, à la durabilité énergétique et au renforcement de la coopération entre les États membres. Le rapport complet, qui contient toutes les propositions détaillées, peut être téléchargé **ici en anglais** pour une lecture approfondie.